

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 30 juni 2024.

Art. 5. De minister bevoegd voor Landbouw wordt gelast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:
De minister-president,
E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203059]

26 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon créant l'Agence du foncier agricole wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 avril 2024 modifiant le Code wallon de l'Agriculture en vue d'organiser une gestion centralisée des biens immobiliers agricoles publics ainsi qu'un droit de préférence sur lesdits biens au bénéfice de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'Energie en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, tel que modifié;

Vu le rapport du 12 décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2023;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 18 janvier 2024;

Vu l'avis n° 65/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 19 janvier 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 25 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.266/4;

Vu la décision de la section de législation du 30 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — L'Agence du foncier agricole wallon

Article 1^{er}. Afin de remplir les missions fixées à l'article D.354 du décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture, ci-après dénommé le « code », il est créé au sein de la direction du Service public de Wallonie qui a l'aménagement foncier dans ses attributions une cellule intitulée « Agence du foncier agricole wallon ».

Art. 2. Afin de remplir les missions fixées à l'article D.354, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, du code, l'Agence du foncier agricole wallon crée une plateforme électronique.

Toute personne peut s'inscrire sur cette plateforme électronique afin que l'Agence du foncier agricole wallon lui annonce la mise à disposition de biens immobiliers agricoles publics.

Art. 3. Les contrats de gestion visés à l'article D.354, alinéa 1^{er}, 5°, du code sont des contrats de location à durée indéterminée.

Les propriétaires publics déterminent au sein des contrats de gestion, les modalités de mise à disposition des biens immobiliers agricoles par la Région wallonne aux agriculteurs actifs conformément à l'article D.355 du code.

En cas de résiliation amiable ou unilatérale des contrats de gestion, les conventions conclues conformément à l'article D.355 du code sont transférées au propriétaire public.

Le ministre peut arrêter les modèles-type de contrats de gestion visés à l'article D.354, alinéa 1^{er}, 5°, du code.

Art. 4. L'Agence du foncier agricole wallon est responsable du traitement des données à caractère personnel suivantes :

1° les adresses électroniques des personnes inscrites sur la plateforme électronique visée à l'article 2;

2° les données à caractère personnel des locataires récoltées dans le cadre de la conclusion de baux à ferme conformément à l'article 3, § 1^{er}, du livre III, titre VIII, chapitre II, section 3 « Des règles particulières aux baux à ferme », de l'ancien Code civil;

3° les données à caractère personnel des soumissionnaires récoltées dans le cadre des procédures de mise en location par voie de soumission visées à l'article 18 « du livre III, titre VIII, chapitre II, section 3 « Des règles particulières aux baux à ferme », de l'ancien Code civil.

L'Agence du foncier agricole wallon conserve les données personnelles visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, un an à partir de la désinscription à la plateforme.

L'Agence du foncier agricole wallon conserve les données personnelles visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, dix ans à partir de la fin du contrat.

L'Agence du foncier agricole wallon conserve les données personnelles visées à l'alinéa 1^{er}, 3^o, dix ans à partir de la notification de la décision d'attribution.

Art. 5. L'Agence du foncier agricole wallon établit le rapport visé à l'article D.356, § 1^{er}, du code.

Concernant la mission de gestion d'un espace publicitaire visée à l'article D. 354, alinéa 1^{er}, 3^o, du code, le rapport contient :

1^o le nombre d'inscriptions sur la plateforme électronique visée à l'article 2;

2^o le nombre d'offres par type de propriétaire public et par type de mise à disposition visée à l'article D.355 du code, publiées sur la plateforme électronique visée à l'article 2.

Concernant la mission d'acquisition de biens immobiliers agricoles visée à l'article D.354, alinéa 1^{er}, 4^o, du code, le rapport contient :

1^o le nombre de notifications visées à l'article D.358/1, § 3, du code, par type de propriétaire public;

2^o le prix total et le prix moyen à l'hectare des notifications visées à l'article D.358/1, § 3, du code, par région agricole provinciale visée à l'article 1^{er}, 3^o et 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019 précisant les modalités de fixation des superficies minimales et maximales de rentabilité;

3^o la superficie totale et la superficie moyenne des biens immobiliers agricoles concernés par les notifications visées à l'article D.358/1, § 3, du code;

4^o le nombre d'acquisitions de biens immobiliers agricoles, par type d'acquisition;

5^o le prix total et le prix moyen à l'hectare des acquisitions, par type d'acquisition et par région agricole provinciale visée à l'article 1^{er}, 3^o et 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019 précisant les modalités de fixation des superficies minimales et maximales de rentabilité;

6^o la comparaison des prix d'acquisition de semestre en semestre;

7^o la superficie totale et la superficie moyenne des biens immobiliers agricoles acquis;

8^o le nombre et la superficie moyenne par type de contrat des mises à disposition visées à l'article D.355 du code.

Concernant la mission visée à l'article D. 354, alinéa 1^{er}, 5^o, du code, le rapport contient :

1^o le nombre et la superficie moyenne des biens immobiliers agricoles visés par les contrats de gestion;

2^o le nombre et la superficie moyenne par type de contrat des mises à disposition visées à l'article D.355 du code;

3^o un inventaire et une quantification des critères d'attribution complémentaires utilisés dans le cadre des mises à disposition visés à l'article D. 355 du code.

L'Agence du foncier agricole wallon adresse le rapport et l'avis visés à l'article D.356, § 1^{er}, du code au Gouvernement et les diffuse sur la plateforme électronique visé à l'article 2 au plus tard le 30 juin de l'année N+1 lorsque le rapport porte sur le deuxième semestre de l'année N et au plus tard le 31 décembre de l'année N lorsque le rapport porte sur le premier semestre de l'année N.

Art. 6. § 1^{er}. Conformément à l'article D.356, § 2 à 3, du code, le ministre qui à l'agriculture dans ses attributions nomme les membres effectifs et suppléants du Comité pour un mandat de cinq ans.

Pour chaque membre effectif, le ministre désigne un membre suppléant.

Un membre suppléant peut uniquement siéger en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

Les membres suppléants disposent des mêmes documents relatifs aux réunions du Comité que les membres effectifs. Ces documents sont transmis par l'Agence du foncier agricole wallon.

Le ministre désigne le président et le vice-président parmi les membres effectifs.

§ 2. Le Comité se réunit deux fois par an pour examiner et rendre son avis sur le rapport visé à l'article D. 356, § 1^{er}, du code.

Ces réunions ont lieu dans le courant des mois de mai et de novembre au sein des bâtiments de l'Agence du foncier agricole wallon ou à défaut par visioconférence.

L'Agence du foncier agricole wallon transmet le rapport visé à l'article D.356, § 1^{er}, du code, aux membres du Comité par voie électronique au moins quinze jours avant la tenue de la réunion.

§ 3. Le Comité délibère uniquement si la moitié de ses membres est présente.

En cas d'absence du Président, le Vice-président le remplace et assure ses missions.

§ 4. Le Comité rend son avis à l'unanimité. En l'absence d'accord sur tout ou partie du texte, l'avis contient les opinions divergentes exprimées lors de la réunion, au nom des organisations que les membres représentent.

§ 5. Le procès-verbal de la réunion et le projet d'avis sont transmis par voie électronique aux membres du Comité par l'Agence du foncier agricole wallon. Les membres communiquent leurs remarques de forme dans les dix jours ouvrables suivant la réception de l'envoi électronique.

L'Agence du foncier agricole wallon intègre ces remarques et adresse les textes définitifs aux membres. Il transmet et diffuse ensuite l'avis conformément à l'article 5.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives*

Art. 7. L'article 50, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'Énergie en Région wallonne est complété par les 6^o et 7^o rédigés comme suit :

« 6^o les contrats de gestion visés à l'article D.354, 5^o, du Code wallon de l'Agriculture, pour autant qu'au jour de la conclusion du contrat il entraîne une répercussion annuelle directe ou indirecte sur les dépenses ou sur les recettes de la Région wallonne inférieure à 25.000 euros;

7° les contrats relatifs à la concession de droits personnels à des personnes physiques ou morales sur des biens immobiliers appartenant ou confiés en gestion à la Région wallonne pour autant qu'au jour de la conclusion du contrat il entraîne une répercussion annuelle directe ou indirecte sur les dépenses ou sur les recettes de la Région wallonne inférieure à 25.000 euros. ».

Art. 8. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, il est inséré un article 109/1 rédigé comme suit :

« Art. 109/1. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour conclure et exécuter :

1° les contrats de gestion visés à l'article D.354, 5°, du Code wallon de l'Agriculture, pour autant qu'au jour de la conclusion du contrat il entraîne une répercussion annuelle directe ou indirecte sur les dépenses ou sur les recettes de la Région wallonne inférieure à 25.000 euros;

2° des contrats relatifs à la concession de droits personnels à des personnes physiques ou morales sur des biens immobiliers appartenant ou confiés en gestion à la Région wallonne pour autant qu'au jour de la conclusion du contrat il entraîne une répercussion annuelle directe ou indirecte sur les dépenses ou sur les recettes de la Région wallonne inférieure à 25.000 euros. ».

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 9. Entrent en vigueur le 30 juin 2024 :

1° le décret du 25 avril 2024 modifiant le Code wallon de l'Agriculture en vue d'organiser une gestion centralisée des biens immobiliers agricoles publics ainsi qu'un droit de préférence sur lesdits biens au bénéfice de la Région wallonne;

2° le présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/203059]

26. MAI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gründung der Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. April 2024 zur Änderung des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zur Schaffung einer zentralisierten Verwaltung öffentlicher landwirtschaftlicher Immobilien sowie eines Vorkaufsrechts für diese Immobilien zugunsten der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 über die Organisation der haushaltsrechtlichen und buchhalterischen Kontrollen und internen Prüfungen sowie der administrativen und haushaltsrechtlichen Kontrolle der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der administrativen Dienste für das autonome Rechnungswesen, der regionalen Unternehmen, der Organisationen und des Ombudsdienstes und der Wallonischen Energiekommission in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Übertragung von Befugnissen auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie, so wie geändert;

Aufgrund des Berichts vom 12. Dezember 2023, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 18. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Dezember 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 18. Januar 2024 erfolgten Abstimmung zwischen den Regionalregierungen und der föderalen Behörde;

Aufgrund der am 19. Januar 2024 abgegebenen Stellungnahme Nr. 65/2023 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des Ersuchens um eine Stellungnahme innerhalb von 30 Tagen, das gemäß Artikel 84, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichtet wurde;

In Erwägung, dass das Ersuchen um Stellungnahme am 25. April 2024 unter der Nummer 76.266/4 in die Liste der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Abteilung Gesetzgebung vom 30. April 2024, gemäß Artikel 84, Paragraph 5 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Die Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie*

Artikel 1 - Zur Erfüllung der in Artikel D.354 des Dekrets vom 27. März 2014 über das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft, nachfolgend "Gesetzbuch", genannten Aufgaben wird innerhalb der Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die für die Schaffung von landwirtschaftlichen Nutzflächen zuständig ist, die Stelle "Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie" geschaffen.

Art. 2 - Zur Erfüllung der in Artikel D.354, Absatz 1, Ziffer 1 bis 3 des Gesetzbuchs festgelegten Aufgaben schafft die Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen eine elektronische Plattform.

Jede Person kann sich auf dieser elektronischen Plattform eintragen, um von der Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie über Angebote über öffentliche landwirtschaftliche Immobilien informiert zu werden.

Art. 3 - Die in Artikel D.354, Absatz 1, Ziffer 5 des Gesetzbuchs genannten Bewirtschaftungsverträge sind unbefristete Pachtverträge.

Die öffentlichen Eigentümer legen in den Bewirtschaftungsverträgen die Modalitäten der Bereitstellung der landwirtschaftlichen Immobilien durch die Wallonische Region an aktive Landwirte gemäß Artikel D.355 des Gesetzbuchs fest.

Im Falle einer einvernehmlichen Beendigung oder einer einseitigen Kündigung der Bewirtschaftungsverträge werden die gemäß Artikel D.355 vereinbarten Vertragsbedingungen auf den öffentlichen Eigentümer übertragen.

Der Minister kann die in Artikel D.354, Absatz 1, Ziffer 5 des Gesetzbuchs genannten Vorlagen für die Bewirtschaftungsverträge beschließen.

Art. 4 - Die Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie ist für die Verarbeitung der folgenden persönlichen Daten verantwortlich:

1. die E-Mail-Adressen der auf der in Artikel 2 genannten elektronischen Plattform eingetragenen Personen;
2. die persönlichen Daten der Pächter, die im Rahmen der Abschlüsse von Landpachtverträgen gemäß Artikel 3, Paragraph 1, Buch III, Titel VIII, Kapitel II, Abschnitt 3 "Besondere Regeln über die Landpachtverträge" des Zivilgesetzbuches erhoben werden;
2. die persönlichen Daten der Bieter, die im Rahmen der Ausschreibungsverfahren zur Verpachtung gemäß Artikel 18, Buch III, Titel VIII, Kapitel II, Abschnitt 3 "Besondere Regeln über die Landpachtverträge" des Zivilgesetzbuches erhoben werden;

Die Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie bewahrt die in Absatz 1, Ziffer 1 genannten persönlichen Daten nach Abmeldung von der Plattform ein Jahr auf.

Die Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie bewahrt die in Absatz 1, Ziffer 2 genannten persönlichen Daten nach Vertragsende zehn Jahre auf.

Die Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie bewahrt die in Absatz 1, Ziffer 3 genannten persönlichen Daten nach Mitteilung der Vergabe zehn Jahre auf.

Art. 5 - Die Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie erstellt den in Artikel D.356, Paragraph 1 des Gesetzbuchs genannten Bericht.

In Bezug auf die in Artikel D. 354, Absatz 1, Ziffer 3 des Gesetzbuchs genannte Aufgabe, einen Werbeplatz zu verwalten enthält der Bericht:

1. die Anzahl der Einträge auf der in Artikel 2 genannten Plattform;
2. die Anzahl der auf der in Artikel 2 genannten elektronischen Plattform veröffentlichten Angebote nach Art des öffentlichen Eigentümers und nach Art der Bereitstellung, wie in Artikel D.355 des Gesetzbuchs genannt.

In Bezug auf die in Artikel D.354, Absatz 1, Ziffer 4 des Gesetzbuchs genannte Aufgabe, landwirtschaftliche Immobilien zu erwerben, enthält der Bericht:

1. die Anzahl der Mitteilungen, wie in Artikel D.358/1, Paragraph 3 des Gesetzbuchs genannt, nach Art des öffentlichen Eigentümers;
2. den Gesamtpreis und den Durchschnittspreis je Hektar der in Artikel D.358/1, Paragraph 3 des Gesetzbuchs genannten Mitteilungen, unterteilt nach provinzialem landwirtschaftlichem Gebiet, wie in Artikel 1, Ziffer 3 et 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2019 über die Modalitäten zur Festlegung der minimalen und maximalen Rentabilitätsflächen genannt;
3. die Gesamtfläche und die durchschnittliche Fläche der landwirtschaftlichen Immobilien, die von den in Artikel D.358/1, Paragraph 3 des Gesetzbuchs genannten Mitteilungen betroffen sind;
4. die Anzahl der erworbenen landwirtschaftlichen Immobilien nach Art des Erwerbs;
5. den Gesamtpreis und den Durchschnittspreis je Hektar der erworbenen Güter, unterteilt nach Art des Erwerbs und nach provinzialem landwirtschaftlichem Gebiet, wie in Artikel 1, Ziffer 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2019 über die Modalitäten zur Festlegung der minimalen und maximalen Rentabilitätsflächen genannt;
6. einen Vergleich der Kaufpreise von Halbjahr zu Halbjahr;
7. die Gesamtfläche und die durchschnittliche Fläche der erworbenen landwirtschaftlichen Immobilien;
8. die Anzahl und die durchschnittliche Fläche nach Art des Vertrags der in Artikel D.355 des Gesetzbuchs genannten Bereitstellungen.

In Bezug auf die in Artikel D. 354, Absatz 1, Ziffer 5 des Gesetzbuchs genannte Aufgabe enthält der Bericht:

1. die Anzahl und die durchschnittliche Fläche der in den Bewirtschaftungsverträgen genannten landwirtschaftlichen Immobilien;

2. die Anzahl und die durchschnittliche Fläche nach Art des Vertrags der in Artikel D.355 genannten Bereitstellungen;

3. eine Bestandsaufnahme und eine Quantifizierung der zusätzlichen Zuteilungskriterien, die im Rahmen der in Artikel D. 355 des Gesetzbuchs genannten Bereitstellungen angewandt werden.

Die Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie sendet den Bericht und die Stellungnahme, wie in Artikel D.356, Paragraph 1 des Gesetzbuchs genannt, an die Regierung und veröffentlicht sie auf der in Artikel 2 genannten Plattform spätestens am 30. Juni des Jahres N+1, wenn sich der Bericht auf das zweite Halbjahr des Jahres N bezieht, und spätestens am 31. Dezember des Jahres N, wenn sich der Bericht auf das erste Halbjahr des Jahres N bezieht.

Art. 6 - Paragraph 1 Gemäß Artikel D.356, Paragraphen 2 bis 3 des Gesetzbuchs benennt der für Landwirtschaft zuständige Minister die ordentlichen sowie die stellvertretenden Mitglieder des Ausschusses für eine Amtszeit von fünf Jahren.

Für jedes ordentliche Mitglied bestimmt der Minister ein stellvertretendes Mitglied.

Ein stellvertretendes Mitglied kann nur in Abwesenheit des ordentlichen Mitglieds, das es vertritt, an der Sitzung teilnehmen.

Die stellvertretenden Mitglieder verfügen über dieselben Unterlagen im Zusammenhang mit den Sitzungen des Ausschusses wie die ordentlichen Mitglieder. Diese Unterlagen werden von der Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie übermittelt.

Der Minister bestimmt aus den ordentlichen Mitgliedern den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden.

Paragraph 2 Der Ausschuss tritt zweimal im Jahr zusammen, um den in Artikel D. 356, Paragraph 1 des Gesetzbuchs genannten Bericht zu untersuchen und seine Stellungnahme dazu abzugeben.

Diese Versammlungen finden in den Monaten Mai und November in den Gebäuden der Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen in der Wallonie oder erforderlichenfalls per Videokonferenz statt.

Die Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie übermittelt den in Artikel D.356, Paragraph 1 des Gesetzbuchs genannten Bericht auf elektronischem Wege mindestens 15 Tage vor der Versammlung an die Ausschussmitglieder.

Paragraph 3 Der Ausschuss berät nur dann, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend ist.

Wenn der Vorsitzende abwesend ist, übernimmt der stellvertretende Vorsitzende dessen Aufgaben.

Paragraph 4 Der Ausschuss gibt seine Stellungnahme nur einstimmig ab. Bei Uneinigkeit über den Text insgesamt oder in Teilen enthält die Stellungnahme die bei der Versammlung geäußerten unterschiedlichen Meinungen im Namen der Organisationen, die die Mitglieder repräsentieren.

Paragraph 5 Das Protokoll der Versammlung und die vorläufige Stellungnahme werden von der Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie auf elektronischem Wege an die Mitglieder des Ausschusses übermittelt. Formelle Anmerkungen übermitteln die Mitglieder innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt.

Die Agentur für landwirtschaftliche Nutzflächen der Wallonie nimmt diese Anmerkungen in den Text auf und sendet die Endfassung an die Mitglieder. Anschließend übermittelt und veröffentlicht sie die Stellungnahme gemäß Artikel 5.

KAPITEL 2 — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 7 - Artikel 50, Paragraph 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 über die Organisation der haushaltsrechtlichen und buchhalterischen Kontrollen und internen Prüfungen sowie der administrativen und haushaltsrechtlichen Kontrolle der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der administrativen Dienste für das autonome Rechnungswesen, der regionalen Unternehmen, der Organisationen und des Ombudsdienstes und der Wallonischen Energiekommission in der Wallonischen Region wird ergänzt durch Ziffern 6 und 7:

“6. die in Artikel D.354, Ziffer 5 des wallonischen Gesetzbuchs über die Landwirtschaft genannten Bewirtschaftungsverträge, sofern der Vertrag bei Abschluss eine direkte oder indirekte jährliche Auswirkung auf die Ausgaben oder Einnahmen der Wallonischen Region von weniger als 25.000 Euro hat;

7. die Verträge über die Übertragung von persönlichen Rechten an natürliche oder juristische Personen an Immobilien, die Eigentum der Wallonischen Region sind oder ihr zur Bewirtschaftung anvertraut wurden, sofern der Vertrag bei Abschluss eine direkte oder indirekte jährliche Auswirkung auf die Ausgaben oder Einnahmen der Wallonischen Region von weniger als 25.000 Euro hat”.

Art. 8 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird ein Artikel 109/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 109/1. Dem Generaldirektor oder den von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht zur Durchführung folgender Punkte erteilt:

1. die in Artikel D.354, Ziffer 5 des wallonischen Gesetzbuchs über die Landwirtschaft genannten Bewirtschaftungsverträge, sofern der Vertrag bei Abschluss eine direkte oder indirekte jährliche Auswirkung auf die Ausgaben oder Einnahmen der Wallonischen Region von weniger als 25.000 Euro hat;

2. die Verträge über die Übertragung von persönlichen Rechten an natürliche oder juristische Personen an Immobilien, die Eigentum der Wallonischen Region sind oder ihr zur Bewirtschaftung anvertraut wurden, sofern der Vertrag bei Abschluss eine direkte oder indirekte jährliche Auswirkung auf die Ausgaben oder Einnahmen der Wallonischen Region von weniger als 25.000 Euro hat”.

KAPITEL 3 — *Schlussbestimmungen*

Art. 9 - Am 30. Juni 2024 treten in Kraft:

1. das Dekret vom 25. April 2024 zur Änderung des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zur Schaffung einer zentralisierten Verwaltung öffentlicher landwirtschaftlicher Immobilien sowie eines Vorkaufsrechts für diese Immobilien zugunsten der Wallonischen Region;

2. der vorliegende Erlass.

Art. 10 - Der für Landwirtschaft zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 16. Mai 2024

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203059]

26 MEI 2024. — Besluit van de Waalse regering tot oprichting van het 'Agence du foncier agricole wallon' (Waals Agentschap voor Landbouwgronden)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 april 2024 tot wijziging van het Waalse landbouwwetboek met het oog op de organisatie van een gecentraliseerd beheer van de openbare onroerende landbouwgoederen en een voorkeurrecht op deze goederen ten voordele van het Waals Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de Waalse Commissie voor Energie van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst, zoals gewijzigd;

Gelet op het rapport van 12 december 2023, opgesteld in overeenstemming met artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgevonden en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 december 2023;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2023;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 18 januari 2024;

Gelet op advies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 januari 2024;

Gelet op de vraag om advies binnen de 30 dagen, gericht aan de Raad van State, krachtens artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de vraag om advies op 25 april 2024 werd ingeschreven op de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder nummer 76.266/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 30 april 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, krachtens artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Het Waals Agentschap voor Landbouwgronden*

Artikel 1. Om de opdrachten uit te voeren vastgelegd in artikel D.354 van het decreet van 27 maart 2014 met betrekking tot het Waalse landbouwwetboek, hierna het 'Wetboek' genoemd, wordt binnen de Directie van de Waalse Overheidsdienst bevoegd voor de ruimtelijke ordening een cel opgericht met de naam 'Agence du foncier agricole wallon' (Waals Agentschap voor Landbouwgronden).

Art. 2. Om de opdrachten vermeld in artikel D.354, lid 1, 1° tot 3° van het Wetboek uit te voeren, creëert het Waals Agentschap voor Landbouwgronden een elektronisch platform.

Iedereen kan zich registreren op dit elektronische platform zodat het Waals Agentschap voor Landbouwgronden de beschikbaarstelling van openbare landbouwgronden kan aankondigen.

Art. 3. De beheerscontracten bedoeld in artikel D.354, lid 1, 5° van het Wetboek zijn huurcontracten van onbepaalde duur.

Binnen de beheerscontracten bepalen de publieke eigenaars de voorwaarden waaronder het Waals Gewest onroerende landbouwgoederen beschikbaar stelt aan actieve landbouwers in overeenstemming met artikel D.355 van het Wetboek.

In geval van minnelijke of eenzijdige beëindiging van beheerscontracten worden de overeenkomsten die zijn gesloten overeenkomstig artikel D.355 van het Wetboek overgedragen aan de publieke eigenaar.

De minister kan standaardmodellen vaststellen voor de beheerscontracten bedoeld in artikel D.354, lid 1, 5° van het Wetboek.

Art. 4. Het Waals Agentschap voor Landbouwgronden is verwerkingsverantwoordelijke van de volgende persoonsgegevens:

1° de e-mailadressen van de personen die geregistreerd zijn op het elektronisch platform bedoeld in artikel 2;

2° de persoonsgegevens van pachters die worden verzameld in het kader van het afsluiten van pachtovereenkomsten overeenkomstig artikel 3, § 1, van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling 3 "Regels betreffende de pacht in het bijzonder" van het oude Burgerlijk Wetboek;

3° de persoonsgegevens van inschrijvers die worden verzameld in het kader van de procedure voor openbare aanbesteding van de pacht van landeigendommen bedoeld in artikel 18 van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling 3 "Regels betreffende de pacht in het bijzonder" van het oude Burgerlijk Wetboek;

Het Waals Agentschap voor Landbouwgronden bewaart de persoonsgegevens bedoeld in lid 1, 1°, gedurende één jaar vanaf de datum van uitschrijving uit het platform.

Het Waals Agentschap voor Landbouwgronden bewaart de persoonsgegevens bedoeld in lid 1, 2°, gedurende tien jaar vanaf de het einde van de overeenkomst.

Het Waals Agentschap voor Landbouwgronden bewaart de persoonsgegevens bedoeld in lid 1, 3°, gedurende tien jaar vanaf de kennisgeving van de toewijzingsbeslissing.

Art. 5. Het Waals Agentschap voor Landbouwgronden stelt het verslag op bedoeld in artikel D.356, § 1 van het Wetboek.

Met betrekking tot de opdracht voor het beheer van advertentieruimte bedoeld in artikel D. 354, lid 1, 3°, van de Code, vermeldt het verslag:

1° het aantal inschrijvingen op het elektronisch platform bedoeld in artikel 2;

2° het aantal offertes per type publieke eigenaar en per type terbeschikkingstelling bedoeld in artikel D.355 van het Wetboek, gepubliceerd op het elektronisch platform bedoeld in artikel 2.

Met betrekking tot de opdracht voor het verwerven van onroerende landbouwgoederen bedoeld in artikel D. 354, lid 1, 4°, van de Code, vermeldt het verslag:

1° het aantal kennisgevingen bedoeld in artikel D.358/1, § 3, van het Wetboek, per type publieke eigenaar;

2° de totale prijs en de gemiddelde prijs per hectare van de kennisgevingen bedoeld in artikel D.358/1, § 3, van het Wetboek, per provinciaal landbouwgebied bedoeld in artikel 1, 3° en 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2019 tot vaststelling van de modaliteiten voor de vastlegging van de minimale en maximale rentabiliteitsoppervlakten;

3° de totale oppervlakte en de gemiddelde oppervlakte van de onroerende landbouwgoederen waarop de kennisgevingen bedoeld in artikel D.358/1, § 3, van het Wetboek betrekking hebben;

4° het aantal verwervingen van onroerende landbouwgoederen, per type verwerving;

5° de totale prijs en de gemiddelde prijs per hectare, per type verwerving en per provinciaal landbouwgebied bedoeld in artikel 1, 3° en 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2019 tot vaststelling van de modaliteiten voor de vastlegging van de minimale en maximale rentabiliteitsoppervlakten;

6° de vergelijking van de aankooprijzen op semesterbasis;

7° de totale oppervlakte en de gemiddelde oppervlakte van de verworven onroerende landbouwgoederen;

8° het aantal en de gemiddelde oppervlakte per contracttype van de terbeschikkingstellingen bedoeld in artikel D.355 van het Wetboek.

Met betrekking tot de opdracht bedoeld in artikel D.354, lid 1, 5°, van de Code, vermeldt het verslag:

1° het aantal en de gemiddelde oppervlakte van de landbouweigendommen die het voorwerp uitmaken van beheerscontracten;

2° het aantal en de gemiddelde oppervlakte per contracttype van de terbeschikkingstellingen bedoeld in artikel D.355 van het Wetboek;

3° een inventaris en kwantificering van de bijkomende toewijzingscriteria toegepast in het kader van de terbeschikkingstelling bedoeld in artikel D.355 van het Wetboek.

Het Waals Agentschap voor Landbouwgronden stuurt het verslag en het advies bedoeld in artikel D.356, § 1 van het Wetboek naar de regering en verspreidt ze via het elektronisch platform bedoeld in artikel 2, uiterlijk op 30 juni van het jaar N+1 wanneer het verslag betrekking heeft op de tweede helft van het jaar N en ten laatste op 31 december van het jaar N wanneer het verslag betrekking heeft op de eerste helft van het jaar N.

Art. 6. § 1. Overeenkomstig artikel D.356, § 2 en § 3, van het Wetboek benoemt de minister bevoegd voor landbouw de effectieve en plaatsvervangende leden van het Comité voor een termijn van vijf jaar.

Voor elk effectief lid benoemt de minister een plaatsvervangend lid.

Een plaatsvervangend lid kan alleen zetelen in afwezigheid van het effectieve lid dat hij vervangt.

Plaatsvervangende leden hebben toegang tot dezelfde documenten met betrekking tot vergaderingen van het Comité als effectieve leden. Deze documenten worden verstuurd door het Waals Agentschap voor Landbouwgronden.

De minister benoemt de voorzitter en de vicevoorzitter uit de effectieve leden.

§ 2. Het Comité komt twee keer per jaar samen om het verslag bedoeld in artikel D. 356, § 1 van het wetboek te onderzoeken en er zijn advies over uit te brengen.

Deze vergaderingen vinden plaats in de loop van mei en november in de gebouwen van het Waalse Agentschap voor Landbouwgronden of, indien dit niet mogelijk is, via videoconferentie.

Het Agentschap voor Landbouwgronden stuurt het verslag bedoeld in artikel D.356, § 1 van het Wetboek ten minste vijftien dagen vóór de vergadering langs elektronische weg naar de leden van het Comité.

§ 3. Het Comité kan enkel geldig beraadslagen indien de helft van zijn leden aanwezig is.

Bij afwezigheid van de voorzitter, wordt hij vervangen door de vicevoorzitter, die zijn taken uitvoert.

§ 4. Het Comité brengt unaniem advies uit. Bij gebrek aan overeenstemming over de gehele tekst of een deel ervan, bevat het advies de afwijkende meningen die tijdens de vergadering zijn geuit namens de organisaties die de leden vertegenwoordigen.

§ 5. De notulen van de vergadering en het ontwerpadvies worden door het Agentschap voor Landbouwgronden elektronisch naar de leden van het Comité gestuurd. De leden delen hun vormelijke opmerkingen mee binnen tien werkdagen na ontvangst van de elektronische verzending.

Het Waals Agentschap voor Landbouwgronden zal deze opmerkingen verwerken en de definitieve teksten naar de leden sturen. Vervolgens verstuurt en verspreidt hij het advies overeenkomstig artikel 5.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 7. Artikel 50, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de Waalse Commissie voor Energie van het Waalse Gewest, wordt aangevuld met punten 6° en 7° die luiden als volgt:

“6° de beheerscontracten bedoeld in artikel D.354, 5°, van het Waalse landbouwwetboek, voor zover het contract op de dag van het sluiten ervan een rechtstreekse of onrechtstreekse jaarlijkse impact heeft op de uitgaven of inkomsten van het Waals Gewest van minder dan 25.000 euro;

7° de contracten betreffende de toekenning van persoonlijke rechten aan natuurlijke of rechtspersonen op onroerende goederen die toebehoren aan het Waals Gewest of waarvan het beheer is toevertrouwd aan het Waals Gewest, op voorwaarde dat het contract op de dag waarop het wordt gesloten een rechtstreekse of onrechtstreekse jaarlijkse impact heeft op de uitgaven of ontvangsten van het Waals Gewest van minder dan 25.000 euro.”

Art. 8. In het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst wordt een artikel 109/1 ingevoegd, opgesteld als volgt:

“Art. 109/1. Delegatie wordt verleend aan de algemeen directeur of aan een daartoe door de algemeen directeur aangewezen medewerker van niveau A voor het sluiten en uitvoeren van:

1° de beheerscontracten bedoeld in artikel D.354, 5°, van het Waalse landbouwwetboek, voor zover het contract op de dag van het sluiten ervan een rechtstreekse of onrechtstreekse jaarlijkse impact heeft op de uitgaven of inkomsten van het Waals Gewest van minder dan 25.000 euro;

2° contracten betreffende de toekenning van persoonlijke rechten aan natuurlijke of rechtspersonen op onroerende goederen die toebehoren aan het Waals Gewest of waarvan het beheer is toevertrouwd aan het Waals Gewest, op voorwaarde dat het contract op de dag waarop het wordt gesloten een rechtstreekse of onrechtstreekse jaarlijkse impact heeft op de uitgaven of ontvangsten van het Waals Gewest van minder dan 25.000 euro.”

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 9. Treden in werking op 30 juni 2024:

1° het decreet van 25 april 2024 tot wijziging van het Waalse landbouwwetboek met het oog op de organisatie van een gecentraliseerd beheer van de openbare onroerende landbouwgoederen en een voorkeurrecht op deze goederen ten voordele van het Waals Gewest;

2° dit besluit.

Art. 10. De minister bevoegd voor Landbouw wordt gelast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering:
De minister-president,
E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203054]

29 AVRIL 2024. — Arrêté ministériel relatif à la demande d'enregistrement de la dénomination « Boudin blanc de Liège » en qualité d'indication géographique protégée

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 664/2014 de la Commission du 18 décembre 2013 complétant le Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement des symboles de l'Union pour les appellations d'origine protégées, les indications géographiques protégées et les spécialités traditionnelles garanties et en ce qui concerne certaines règles relatives à la provenance, certaines règles procédurales et certaines règles transitoires supplémentaires;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 668/2014 de la Commission du 13 juin 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.17, D.172, D.173, D.174, D.175, D.176 et D.426, § 2, 2°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 relatif aux systèmes de qualité européens et aux mentions de qualité facultatives régionales;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 portant application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 relatif aux systèmes de qualité européens et aux mentions de qualité facultatives régionales;

Considérant la demande d'enregistrement de la dénomination “ Boudin blanc de Liège » en qualité d'indication géographique protégée au sens du règlement (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires, introduite le 7 juillet 2019 par l'Association des Producteurs de Boudin blanc de Liège (APBBL), association sans but lucratif, auprès du Service public de Wallonie - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Direction de la Qualité et du Bien-être animal (DQBEA);

Considérant l'avis de mise en consultation au niveau national du dossier relatif à la demande susmentionnée, publié le 16 mars 2022 au *Moniteur belge*;

Considérant la phase de consultation nationale du dossier, initiée le 16 mars 2022 et terminée le 15 mai 2022;

Considérant les remarques recevables introduites auprès de la DQBEA par l'association sans but lucratif FENAVIAN - Fédération de l'industrie de la transformation de la viande et autres protéines le 9 mai 2022;